



Comité
d'Action
Sociale
DE MARSEILLE

Marché de Services

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 202408

Conformément aux dispositions des articles L.2124.1, L. 2124.2, R 2124-2 et R 2161-1 à 5 du Code de la commande publique (CCP)

APPEL D'OFFRES VOYAGES 2025 et 2026

« Organisation de voyages à forfait et réveillon en 2024, 2025 et 2026 »

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet :

Organisation de voyages à forfait et réveillon pour les bénéficiaires du Comité d'Action Sociale, agents territoriaux de la Ville de Marseille, du CCAS et de l'INSEAMM, durant l'année 2024 (réveillon), 2025 et 2026.

Représentant légal du pouvoir adjudicateur :

La Présidente du CAS, Madame Karima FRIGA

Personne habilitée à donner les renseignements administratifs :

Madame Claudine FREDDI, Directrice Adjointe du CAS

sous couvert de :

Madame Martine HAUT, Directrice du CAS par délégation de pouvoir de la Présidente du CAS.

Date et heures de limite de remise des offres :

Lundi 3 juin 2024 à 17H00

SOMMAIRE

Article 1 -	<i>Objet et étendue de la consultation</i>	4
1.1	Objet de la consultation	4
1.2	Lieu(x) d'exécution	4
1.3	Nomenclature CPV	4
1.4	Allotissement - Tranches	4
Article 2 -	<i>Conditions de la consultation</i>	5
2.1	Procédure de passation	5
2.2	Forme du marché public	5
2.3	Durée du marché public	5
2.4	Prestations similaires	5
2.5	Variantes	5
2.6	Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.7	Achat(s) responsable(s)	5
2.8	Langue	5
Article 3 -	<i>Contenu et modalités de retrait du dossier de la consultation</i>	6
3.1	Contenu du dossier de la consultation	6
3.2	Modalités de retrait	6
3.3	Informations complémentaires	7
3.3.1	Modification du dossier de la consultation	7
3.3.2	Questions-réponses	7
Article 4 -	<i>Conditions de remise des plis et échanges dématérialisés</i>	7
4.1	Transmission par voie dématérialisée	8
4.2	Échanges dématérialisés	9
Article 5 -	<i>Candidature</i>	9
5.1	Présentation de la candidature	9
5.2	Examen des candidatures	11
5.3	Précisions concernant le groupement	12
5.4	Précisions sur la sous-traitance	12
Article 6 -	<i>Offre</i>	13
6.1	Présentation de l'offre	13
6.2	Examen des offres	13
6.3	Critères de jugement des offres	14

6.4	Méthode de notation des offres	21
6.5	Durée de validité des offres	21
6.6	Échantillons	21
Article 7 -	<i>Visite sur site</i>	21
Article 8 -	<i>Liste des documents à fournir par le candidat retenu</i>	21
Article 9 -	<i>Règlement des litiges</i>	23
9.1	Voies et délais de recours	23
Article 10 -	<i>Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)</i>	24

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet les prestations suivantes :

La consultation porte sur l'organisation de voyages, séjours-club, mini-séjours, réveillon, destinés aux agents territoriaux de la Ville de Marseille, du CCAS et de l'INSEAMM le 31/12/2024 et durant l'année 2025 et janvier 2026.

Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Il a pour objectif de définir les spécifications techniques et les conditions d'exécution auxquelles les entreprises soumissionnaires doivent se conformer.

1.2 Lieu(x) d'exécution

Ci-après le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ou de livraison des fournitures.

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : Bouches-du-Rhône (13)

1.3 Nomenclature CPV

Nature des prestations objet de la consultation :

Code(s) CPV des prestations objet des lots du marché public et libellé(s) associé(s) :

63511000-4 services – Organisation de voyages à forfait

1.4 Allotissement - Tranches

N°	Intitulés lots séparés	Maximum de participants et de dates
1	Escapade et Réveillon du 31/12/2024 – Frontière italienne - Durée : 4J/3N	40 sur maximum 1 date
2	Circuit + extension balnéaire en Thaïlande - Durée : 11J/8N	120 sur maximum 3 dates
3	Circuit + extension balnéaire au Guatemala - Durée : 12J/10 N	40 sur maximum 1 date
4	Séjour-club aux canaries (Lanzarote) - Durée : 8J/7N	70 sur maximum 1 date base 30 et maximum 1 date base 40
5	Séjour-club à l'île d'Eubée en Grèce - Durée : 8J/7N	120 sur maximum 3 dates
6	Séjour-club à Antalya en Turquie - Durée : 8J/7N	120 sur maximum 3 dates
7	Marché de Noël à Copenhague - Durée : 4J/3N	40 sur maximum 1 date
8	Mini-séjour à Madrid - Durée : 3J/2N	120 sur maximum 3 dates
9	Mini-séjour à Port Aventura et Barcelone - Durée : 5J/4N	120 sur maximum 3 dates
10	Mini-séjour shopping à New York - Durée: 6J/4N	80 sur maximum 2 dates

Conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

S'agissant de l'attribution des lots, un même candidat pourra se voir attribuer l'ensemble des lots.

Les prestations objet du marché public ne sont pas divisées en tranches.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 Procédure de passation

La consultation est engagée selon, un appel d'offre ouvert, conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Forme du marché public

Les lots sont passés sous la forme de marché à prix unitaires.

Le marché est mono attributaire.

Les lots qui composent le marché sont conclus avec un seul attributaire par lot.

2.3 Durée du marché public

Le présent marché public débute à sa notification et prendra fin le 31 janvier 2026.

A l'issue de cette période, le marché public ne pourra être reconduit.

2.4 Prestations similaires

L'acheteur public se réserve le droit de recourir dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, lors de l'exécution du marché et selon ses besoins, à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de marchés de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial.

2.5 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

Aucune variante n'est exigée dans le cadre de la présente consultation.

2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu, dans le cadre de la présente consultation, de prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s).

2.7 Achat(s) responsable(s)

Sans objet.

2.8 Langue

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des documents (annexes comprises) remis à l'appui de la candidature ou de l'offre des opérateurs économiques devra être rédigé en

langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

Article 3 - Contenu et modalités de retrait du dossier de la consultation

3.1 Contenu du dossier de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses éventuelles annexes ;
- Un Acte d'Engagement (AE),
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Le cadre de mémoire technique,

Les conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont inopposables à l'acheteur quelle qu'en soit la forme.

3.2 Modalités de retrait

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, les documents de la consultation sont accessibles gratuitement sur la plateforme de l'acheteur à l'adresse URL suivante :

<https://cas-marseille.local-trust.com/entreprise>


Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation, de créer un compte et de s'identifier, pour accéder aux documents du DCE déposés sur la plateforme de dématérialisation.

Cependant, il est recommandé aux opérateurs économiques de satisfaire à cette formalité en précisant, notamment, une adresse courriel valide, permettant de recevoir des alertes pour l'envoi des éventuels compléments, précisions, modifications du DCE, ajouts de document, report de dates limites ou réponses faite aux questions relatives à la consultation en cours.

Attention : Les candidats ayant retiré le DCE de manière anonyme ne pourront être destinataires des modifications du DCE. Il leur appartiendra de vérifier par eux-mêmes, sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur, si le dossier a fait l'objet de modification.

Le téléchargement du règlement de de la consultation (RC) est libre.

L'acheteur ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant du cas où un candidat n'aurait pas fourni une adresse de courrier électronique, ou aurait fourni une adresse erronée, lors du retrait du DCE.

Les candidats doivent utiliser l'application winzip  pour télécharger le DCE.

3.3 Informations complémentaires

3.3.1 Modification du dossier de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours ouvrés** avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier de la consultation.

Les candidats ayant procédé à leur identification sur la plateforme, lors du retrait du DCE, recevront l'information de modifications éventuelles sur l'adresse électronique renseignée.

Les candidats devront obligatoirement répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification et / ou la transmission des plis modifiés en conséquence dans le délai imparti, cette date limite est reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sur la plateforme de dématérialisation sont informés du report de la date limite de remise des plis, par courrier électronique.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, toutes les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

3.3.2 Questions-réponses

Les candidats ont la possibilité de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires nécessaires à l'étude du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), les candidats doivent faire parvenir au plus tard dans le délai précisé ci-après et avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par le biais du profil d'acheteur.

La réponse aux questions posées seront accessibles à tous les candidats.

Les questions sont transmises par les candidats au plus tard sept **(7) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des plis.

Les réponses sont transmises aux candidats au plus tard **cinq (5) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des plis.

Article 4 - Conditions de remise des plis et échanges dématérialisés

Conformément à l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, seuls les dépôts électroniques sur le profil acheteur de l'acheteur public sont autorisés. Les plis sont transmis à l'adresse URL suivante, avant **les date et heure limites de réception précisées en page du garde du présent document** :

<https://cas-marseille.local-trust.com/entreprise>

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté. La réponse papier par envoi postal est strictement interdite. Ce type d'envoi ne sera ni ouvert, ni pris en compte.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de l'offre sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limites de la consultation précisées en page du garde du présent document.

En outre, conformément à l'article R.2151-6 du CCP, il est rappelé qu'en cas d'envois successifs par un même candidat, **seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis sera pris en compte**. Le candidat constatant une erreur dans son premier envoi (document erroné ou manquant) doit impérativement renvoyer la totalité des documents requis et mentionnés au présent règlement de consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis reçus dans les délais. Les plis reçus hors délais ne sont pas ouverts. Les plis et éventuelles "copies de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont éliminés.

4.1 Transmission par voie dématérialisée

Les plis transmis par voie dématérialisée doivent respecter les conditions suivantes :

Signature électronique des documents :

La signature électronique n'est pas imposée lors du dépôt des plis. Elle sera exigée à l'attribution du marché public.

Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :

Chaque document à signer doit être signé individuellement. Pas de signature d'un fichier .zip.

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique :

- La signature électronique utilisée doit être conformes aux exigences du règlement n°910/2014 du 23 juillet 2014 ;
- Le certificat de signature électronique doit entrer dans les catégories citées par ledit arrêté ;
- Les formats de signature à respecter sont : XAdES, CAdES ou PAdES.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage :

Le dépôt de l'offre est horodaté et fait l'objet après dépôt d'un accusé de réception envoyé par courriel confirmant la date et l'heure de réception de manière certaine.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plateforme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde :

Conformément à l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du Code de la commande publique, le pli électronique (candidature et/ou offre) peut être doublé d'une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au présent Règlement de Consultation.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR » ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé ou par courrier postal avec accusé de réception le fait à l'adresse suivante :

COPIE DE SAUVEGARDE – APPEL D'OFFRE VOYAGES 2025 2026

Lot n°

Comité d'Action Sociale (CAS) des agents de la Ville de Marseille, du CCAS et de l'INSEAMM

Adresse : Immeuble Grand Horizon, 5 Place Espercieux, 13002 Marseille.

Sécurité informatique :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.2 Échanges dématérialisés

Tous les échanges d'informations réalisés pendant la consultation et le dépôt des plis par les soumissionnaires sont exclusivement dématérialisés (article L. 21232-2 du CCP).

Les candidats sont informés que l'acheteur utilise son profil d'acheteur pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.). Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenance de **l'adresse de messagerie de la plateforme.**

La notification des échanges électroniques s'opérant grâce à la messagerie électronique sécurisée, les candidats sont appelés à une vigilance pour s'assurer du paramétrage adapté de leur messagerie (adresse courriel valide, redirection automatique, filtre anti-spam, courriels indésirables).

Article 5 - Candidature

5.1 Présentation de la candidature

Les pièces de la candidature sont celles prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique.

Situation juridique

- **Lettre de candidature ou formulaire DC1** (téléchargeable à partir du lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent dûment rempli ;

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir son propre formulaire DC1. Dans ce cas, le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dès lors, il appartiendra à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cochant la case de la rubrique « F1 – Interdiction de soumissionner » du formulaire DC1, ils déclarent sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas les interdisant de soumissionner.

Un candidat qui fait une fausse déclaration encourt, outre son éviction de la procédure, les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux ;

- **Une déclaration du candidat individuel ou le cas échéant du membre du groupement** (imprimé DC2 ou équivalent). En cas de groupement, ce document doit être produit par chacun des membres.

Le dossier de candidature est alors constitué d'autant de formulaires DC2 que de membres du groupement ;

- **Le pouvoir habilitant le signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement** (extrait KBIS, délégation de signature...). Le ou les personnes physiques ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement sont identifiés dans la rubrique C1 ou formulaire DC2 ;
- **Une déclaration sur l'honneur** justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner, mentionnés aux articles L.2114-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.

Capacités économiques et financières

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (formulaire DC2) ;
- Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet de la consultation ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Capacités techniques et professionnelles

- Une liste des services exécutés au cours des trois dernières années. Ce document devra indiquer le montant, la date et le lieu d'exécution des services et préciser les destinations proposées aux clients.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat, pour chacune des trois dernières années et les qualifications requises pour répondre à l'objet du marché,
- L'immatriculation obligatoire auprès d'ATOOUT France,

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si le candidat se présente à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

Une même personne physique ne peut représenter plus d'une candidature pour un même marché public.

Si le candidat s'appuie sur les capacités économiques, financières et techniques d'autres opérateurs économiques, il produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. En outre, il produit une déclaration écrite de ces opérateurs économiques apportant la preuve de la mise à disposition de leurs capacités professionnelles, techniques et financières dans le cadre de l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Principe "Dites-le nous une fois" :

Les **candidats** ne sont **pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve** que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un **système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique**, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve déjà transmis au service acheteur concerné dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent, dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la consultation pour laquelle les documents ont déjà été transmis.

Document Unique de Marché Européen (DUME) :

Le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type en lieu et place des documents de candidature mentionnés ci-dessus.

Les entreprises de création récente pourront justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières par tout moyen de preuve et notamment par la présentation des titres d'études ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables des prestations.

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie, comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du Travail ou les documents équivalents. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

5.2 Examen des candidatures

La vérification des conditions de participation à la consultation peut intervenir à tout moment de la consultation et au plus tard avant l'attribution du marché. Le jugement des candidatures sera mené conformément aux stipulations du code de la commande publique, et notamment aux articles R.2144-1 à R.2144-7.

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique (CCP), si l'acheteur constate avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

L'acheteur peut également demander à tous les candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Délai pour compléter le dossier de candidature : cinq (5) jours ouvrés.

Les candidats invités à le faire déposent leurs compléments de candidature selon le même mode de dépôt initial :

- Par voie dématérialisée en cas de remise dématérialisée du pli.

En cas de remise de documents ne pouvant être transmis par voie dématérialisée, le candidat en informe au préalable l'acheteur qui indique en retour au candidat le modus operandi de remise.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de régularisation sont éliminées.

Le présent marché public ne comporte pas de niveau minimal de capacité.

Les lots du présent marché public ne comportent pas de niveau minimal de capacité.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché public sont rejetées.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification intervient après le classement des offres, le candidat dont l'offre a été classé deuxième, est sollicité pour produire les documents de candidature exigés.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.3 Précisions concernant le groupement

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Dans le cadre de la présente consultation, le candidat n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Forme attendue du groupement attributaire : Forme attendue du groupement attributaire

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement ainsi que la répartition des prestations et leurs montants.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais **le groupement attributaire devra adopter la forme d'un groupement solidaire.**

Conformément aux dispositions de l'article R2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs membres du groupements, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

5.4 Précisions sur la sous-traitance

Conformément à l'article R2193-1 du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions qui suivent.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (DC4 dans sa dernière mise à jour dûment complétée et signée) ou une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Pour chaque sous-traitant présenter dans l'offre, le soumissionnaire remet également :

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;

L'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figure au présent règlement de consultation ;

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en oeuvre les dispositions de l'article R2193-9 du code de la commande publique.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Article 6 - Offre

6.1 Présentation de l'offre

Les candidats sont tenus de remettre, au titre de l'offre, les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE), **par lot**, complété et daté et ses annexes éventuelles, qui devra mentionner de façon précise le numéro de SIRET du candidat et de ses co-traitants éventuels, ainsi qu'une adresse mail permettant les échanges pendant toute la durée de la procédure ;
- Le bordereau de prix unitaire complété, **pour chaque lot**,
- Le DQE complété, **pour chaque lot**,
- Le cadre de mémoire technique,
- Un relevé d'identité bancaire ;

La signature électronique n'est pas imposée au moment du dépôt de l'offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'attributaire sera invité à signer électroniquement les documents du marché public.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Afin d'assurer le respect de l'égalité de traitement des candidats, l'absence d'un ou plusieurs documents exigés au titre de l'offre pourra conduire au rejet de l'offre.

6.2 Examen des offres

L'examen des offres est effectué conformément au code de la commande publique, et notamment aux dispositions des articles R.2152-1 à R.2152-12. Il sera procédé à la vérification de la conformité des offres, avant négociation. **Il est porté à l'attention des candidats que pourront être éliminées, sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables**, étant précisé qu'est :

- Inappropriée, une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
- Irrégulière, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- Inacceptable, une offre dont les prix excèdent les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Toutefois, conformément aux articles R2152-1 et R2151-2 du CCP, si l'acheteur constate un motif d'irrégularité de l'offre, il se réserve la possibilité de solliciter les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre dans un délai approprié et identique pour tous. A la seule condition que ces offres ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

6.3 Critères de jugement des offres

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, le marché public est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Les critères d'attribution par lot sont détaillés dans le tableau suivant :

Lots n°1 : escapade et réveillon du 31/12/2024 frontière italienne

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement/confort - Catégorie et localisation /5 - Catégorie et confort des chambres /5 - Distance de l'hébergement aux différents lieux de visites /5 - Équipements de l'hôtel /5	20
Sous-critère n°2 : Qualité du programme - Intérêt du circuit /5 - Sites culturels et visites incluses /5	10
Sous-critère n°3 : Restauration pension complète - Formule des repas /5 - détail des boissons incluses /5	10
Sous-critère n°4 : Transport	/5
Sous-critère n°5 : Qualité de la soirée Réveillon - Qualité, quantités, variété repas et boissons /10 - Animation « spécial réveillon » /10	/20
Sous-critère n°6 : Activités/animations durant le séjour	/5
2/ Prix	30

Lots n°2 et 3 : Circuits avec extension balnéaire Thaïlande, Guatemala

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité et confort des hébergements durant le circuit - Catégorie et confort des chambres /5 - Localisation des hébergements /5 - Équipements des hébergements /5 - Variété des modes d'hébergement /5	/20
Sous-critère n°2 : Qualité de l'itinéraire/ Équilibre du séjour - Intérêt des étapes circuit /5 - Sites naturels et culturels visités ; Visites guidées /10 - Découverte des usages locaux /2,5 - Équilibre circuit (distances, étapes, temps libre) /2,5	/ 20
Sous-critère n°3 : Restauration pension complète - formules de restauration et choix des lieux de restauration /5 - Repas locaux /3 - Détails boisson incluses /2	/ 10
Sous-critère n°4 : Activités, animations - Variété et originalité des activités proposées pendant le circuit /2,5 - Variété et originalité des animations soirées /2,5	/5
Sous-critère n°5 : Transport - Acheminement, horaires 2,5 - modes de transport intérieur /2,5	/5
Qualité et confort de l'hébergement durant le balnéaire - Catégorie et Localisation /2,5 - Confort de l'hébergement /2,5 - Équipements de l'hébergement /2,5 - Plage/2,5	/10
2/ Prix	30

Lots n°4, 5 6 : Séjours clubs aux canaries (Lanzarote) en Grèce et en Turquie

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement/confort - Catégorie et localisation de l'hôtel /5 - Équipements de l'hôtel /5 - Catégorie et confort des chambres /5 - distances des sites touristiques /5	/20
Sous-critère n°2 : Plage - Distance, accès /5 - Aménagement, aspect /5	/ 10
Sous-critère n°3 : Restauration all inclusive - Formule de restauration /5 - Variété de la formule all inclusive / 5	/ 10
Sous-critère n°4 : Activités/animations incluses pour enfants et adultes - Activités sportive set loisirs /5 - Animations diurnes et nocturnes /4 - Clubs enfants et ados /3	/12
Sous-critère n°5 : Infrastructures, équipements, matériels sportifs à disposition (gratuits)	/5
Sous-critère n°6 : Prestations annexes à tarif préférentiel	/5
Sous-critère n°7 : Transport - acheminement et horaires	/5
Sous-critère n°8 : Qualité de la prise en charge des Personne à Mobilité Réduite	/3
2/ Prix	30

Lot n°7 : Mini-séjour Marchés de Noël à Copenhague

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement/confort - Catégorie de l'hôtel, localisation /5 - Distance entre hébergements/attractions culturelles et transport en commun /5 - Catégorie et confort des chambres /5 - Équipements de l'hôtel /5	/ 20
Sous-critère n°2 : Qualité et équilibre du séjour - Site culturels et visites guidées /15 - Équilibre visites/temps libre /5 - Festivités de Noël /5 - Animations et activités en journée et soirée /5	/ 30
Sous-critère n°3 : Restauration en ½ pension - Formules et lieux de repas /5 - Repas typiques /2,5 - Détail boissons incluses /2,5	/10
Sous-critère n°4 : TRANSPORT (acheminement, horaires, détail pass transport inclus)	/ 10
2/ Prix	30

Lot n°8 : Mini-séjour à Madrid

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement /confort - Catégorie et localisation de l'hôtel /5 - Distance entre hébergements/Attractions culturelles - Transport en commun /5 - Catégorie des chambres et confort des chambres /5 - Équipements de l'Hôtel / 5	/ 20
Sous-critère n°2 : Qualité du séjour - Sites culturels et visites guidées /10 - Équilibre visites/Temps libre /5 - Animations et activités en journée et soirée /10	/25
Sous-critère n°3 : Restauration en formule Petit -déjeuner - Détail de la formule	/10
Sous-critère n°4 : Transport - Acheminement horaires – Détail Formule de transport incluse	/10
Sous-critère n°5 : Prestations annexes à tarif préférentiel	/ 5
2/ Prix	30

Lot n°9 : Mini-séjour à Port Aventura et Barcelone

1/ Valeur technique	70
<p>Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement/confort</p> <ul style="list-style-type: none"> Type et catégorie de l'hébergement /10 - Barcelone /4 - au Parc /6 Localisation /10 - Barcelone (par rapport au centre-ville) /5 - Parc Aventura (par rapport au parc) /5 Catégorie des chambres et confort /10 - Barcelone /5 - Au Parc /5 Variété des équipements des 2 hôtels /10 - Barcelone /5 - Parc /5 	/ 40
<p>Sous-critère n°2 : Restauration Petit déjeuner en demi-pension</p> <ul style="list-style-type: none"> Formule des petits déjeuners et diners /10 Proposition de coupons-repas à tarif préférentiel sur le parc pour les déjeuners / 2,5 Proposition de repas-spectacle à tarif préférentiel sur le parc /2,5 	/15
<p>Sous-critère n°3 : TRANSPORT (acheminement et sur place)</p> <ul style="list-style-type: none"> trajet aller/retour /5 acheminement sur place /5 	/ 10
<p>Sous-critère n°4 : Prestations annexes (hors restauration) à tarif préférentiel</p>	/5
2/ Prix	30

Lot n°10: Mini-séjour « shopping à New-York »

1/ Valeur technique	70
Sous-critère n°1 : Qualité de l'hébergement /confort - Catégorie et localisation de l'hôtel /5 - Catégorie et confort des chambre /5 - Équipements de l'Hôtel / 5 - Distance entre hébergement / sites touristiques / transports en commun /5	/ 20
Sous-critère n°2 : Qualité du séjour - Liste de magasins et détails des meilleurs quartiers pour faire du shopping à prix remisés /5 - Détail Pass transport inclus /5	/10
Sous-critère n°3 : Restauration Petit -déjeuner + 1 dîner - Détail de la formule petit déjeuner /10 - formule restauration dîner / 5	/15
Sous-critère n°4 : Activités/animations - Visite en journée /5 - Soirée /5	/10
Sous-critère n°5 : Prestations annexes (visites guidées à tarif préférentiel	/ 5
Sous-critère n°6 : Transport - Acheminement horaires	/10
2/ Prix	30

Une note sur 100 sera attribuée par critère, le total de ces notes permettra de réaliser un classement objectif des entreprises candidates.

Mention sur les pièces financières :

1° - Prix forfaitaire : En cas de discordance, les indications portées en lettres dans l'acte d'engagement, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre. En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report, dites matérielles, le candidat pourra être invité à rectifier cette DPGF pour la mettre en cohérence avec le prix global et forfaitaire, sans pour autant modifier substantiellement son offre. S'il refuse, l'offre est rejetée.

2° - Prix unitaires : En cas de discordance, les indications portées sur le bordereau de prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre. Le montant du DQE sera rectifié après confirmation de ses prix unitaires par le candidat.

L'offre obtenant le plus de points est retenue.

Conformément à l'article R.2185-1 du CCP, l'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour motif d'intérêt général.

Offre anormalement basse : Conformément aux articles L.2152-5 et L.2152-6 du code de la commande publique, l'acheteur public procédera à la détection des offres anormalement basses. Le candidat concerné devra être en mesure de fournir toutes les précisions et justifications de nature à expliquer le(s) prix proposé(s). En l'absence de réponse, ou en cas de justification insuffisante ne permettant pas d'expliquer le(s) prix de manière satisfaisante, l'offre du candidat est rejetée.

Les offres sont appréciées lot par lot.

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer l'ensemble des lots à un même opérateur économique.

6.4 Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère technique : La meilleure proposition se voit attribuer la note maximale.

Dans le cas où la meilleure proposition obtient une note inférieure à **70** points, elle se voit attribuer la note maximale.

Les autres offres bénéficient alors d'un ajustement de points proportionnel selon la méthode suivante :

70 x (note du candidat évalué/note du candidat ayant obtenu la meilleure note)

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

Méthode de notation du critère prix :

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 30

6.5 Durée de validité des offres

Durée de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des plis.

6.6 Échantillons

Sans objet.

Article 7 - Visite sur site

Sans objet.

Article 8 - Liste des documents à fournir par le candidat retenu

Le présent marché public sera attribué au candidat présentant l'offre la mieux classée, car économiquement la plus avantageuse.

Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les attestations demandées dans le délai fixé, son offre sera rejetée et son élimination sera prononcée par l'autorité habilitée qui présentera la même demande au suivant dans le classement des offres.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

L'attributaire pressenti sera invité, par échange électronique, via le profil d'acheteur, à produire les documents nécessaires à la vérification des conditions de sa participation, à savoir :

Candidat individuel ou membre du groupement établi en France

Conformément à l'article D8222-5 (ou D8222-7 et D8222-8) du Code du travail relatif au travail dissimulé, le titulaire fournira lors de la conclusion du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1° Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Attestation de régularité fiscale attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes ;
- Certificat délivré par les caisses de congés payés et de chômage intempéries datant de moins de 6 mois ;
- Attestations d'assurance responsabilité civile et décennale, le cas échéant.

Dans le cas de co-traitance, les documents mentionnés ci-avant sont à fournir par chaque co-traitant.

L'attributaire pressenti devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

2° Dans le cas où, l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ; Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi dans un autre État, il s'agit des documents réclamés aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

3° Dans le cas où le candidat n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou KBIS, ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM :

- Le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (art.D.8222.5-1° du code du travail).

Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger

1° Dans tous les cas :

- Attestations d'assurance en responsabilité civile et décennale le cas échéant
 - Un document qui mentionne (article D 8222-7-1°-a du code du travail) :
 - En cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- Ou
- Pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
 - Un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (article D 8222-7-1°-b du code du travail)
- Ou
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois.
 - Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

2° Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays :

- Une copie de la déclaration de détachement de salariés, en application de l'article L. 1262-2-1 I du Code du travail, dans le cas de prestataires établis hors de France et détachant des salariés.

3° Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (art.D.8222-7-2° du code du travail) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Article 9 - Règlement des litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

9.1 Voies et délais de recours

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, **les candidats devront s'adresser à/au :**

Tribunal judiciaire de Marseille

6 rue Joseph Autran

13 281 MARSEILLE

tj-marseille@justice.fr

Tel : 04 91 15 50 50 – Fax : 04 91 54 42 90

L'attribution du présent marché public peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au représentant de l'acheteur public, dans le délai de deux mois à compter de la notification.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- **Un référé précontractuel**, avant la signature du contrat (articles 2 à 10 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009, articles 1441-1 à 1441-3 du code de procédure civile) ;

- **Un référé contractuel**, après la signature du marché, dans les 31 jours qui suivent la date de la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut de la publication d'un tel avis, dans les 6 mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles 11 à 20 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009, articles 1441-1 à 1441-3 du code de procédure civile).

Article 10 - Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Depuis l'entrée en vigueur, le 25 mai 2018, du **Règlement Général sur la Protection des Données**, (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), les candidats au présent marché public ou accord-cadre et l'acheteur doivent mettre en place les mesures appropriées en conformité avec la réglementation.

Par les candidats :

Les candidats s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGPD pour les données qu'ils ont collectées au cours de la procédure de passation du présent marché ou accord-cadre. Cet engagement s'applique aussi en cas de co-traitance et de sous-traitance. Tout manquement au RGPD sera susceptible d'entraîner des sanctions.

Par l'acheteur :

Les informations recueillies concernant le candidat, le sous-traitant, le co-contractant font l'objet d'un traitement destiné au représentant de l'acheteur.

Pour la finalité suivante : communication durant la passation du marché ou de l'accord-cadre.

Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics.

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au Règlement général sur la protection des données (Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016), les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données. Pour exercer un de ces droits, ils pourront saisir le délégué à la protection des données désignée par l'acheteur.

Adresse courriel du délégué :

mhaut@cas-marseille.fr

S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, ils pourront adresser une réclamation à la CNIL (www.cnil.fr)